

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2016

Volume XVII

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

INTRODUCTION

CRISES DU MOYEN-ORIENT ET GUERRE AU TERRORISME

PAR

ALEXANDRA NOVOSSELOFF (*)

La situation au Moyen-Orient a concerné beaucoup des papiers publiés dans cette rubrique sur les crises et les conflits depuis une quinzaine d'années. L'année dernière, nous avons choisi de publier un article sur la crise étatique et sociale en Egypte et un autre sur la crise au Yémen qui n'a cessé depuis de s'amplifier, au point de se transformer en une véritable guerre régionale sur fond de lutte d'influence entre Chiites et Sunnites. La prise d'une base militaire à Aden par les Houthis en mars 2015 a provoqué le déclenchement de l'opération saoudienne « Decisive Storm » pour restaurer le gouvernement du président Abed Rabbo Mansour Hadi. Des pourparlers ont été timidement engagés sous l'égide d'un envoyé spécial des Nations Unies, le Mauritanien Ismail Ould Cheikh Ahmed, mais pourront-elles véritablement aboutir en 2016 dans le contexte de l'accroissement de la lutte régionale entre l'Iran et l'Arabie saoudite ?

Les articles de cette année ne font pas exception, consacrés au nouvel acteur hybride, semi-étatique, de la région, Daech ou l'Etat islamique en Iraq et au Levant, et au groupe minoritaire important que constituent les Chrétiens d'Orient. En 2015, ces deux acteurs ont été sur le devant de la scène mondiale et directement au cœur des intérêts de l'Occident dans la région, sur fond de recomposition progressive du Moyen-Orient et de guerre au terrorisme. Pour comprendre ces dynamiques et l'importance de l'ancrage de ces deux acteurs dans l'histoire récente ou beaucoup plus lointaine, nous avons sollicité l'analyse de deux historiens de cette région. Pierre-Jean Luizard, historien de l'Islam contemporain, revient sur ce qui a fait le « succès » de Daech dans cette zone de guerres entre l'Iraq et la Syrie et analyse comment la stratégie que l'organisation a mise en place a attiré l'Occident dans un piège – celui de la peur et de la guerre sans fin au terrorisme. Catherine Mayeur-Jaouen, professeur d'Histoire moderne et contemporaine, montre la place des Chrétiens d'Orient au sein de sociétés en tension du Moyen-Orient, tiraillées entre « état de droit ou conflit sectaire, pluralisme ou homogénéisation forcée ».

(*) Chercheur invitée au Center on International Cooperation de l'Université de New York (Etats-Unis) et chercheur associée au Centre Thucydide de l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France).

La lecture de ces articles est aussi un moyen de réfléchir à nouveau aux effets de l'interventionnisme de l'Occident dans cette région ces quinze dernières années et sur la faiblesse de nos sociétés face à un « acteur terroriste » aussi déterminé que volatile. Elle montre aussi que les crises ne finissent par se régler que par petits compromis successifs entre les intérêts des uns et des autres, les Etats n'étant souvent pas prêts à mettre la solution d'une crise avant les intérêts qu'ils ont préalablement définis pour eux-mêmes. Il n'existe pas de solution toute faite, que certains acteurs ou certaines organisations pourraient apporter sur un plateau. La crise est par essence complexe car impliquant une multitude d'acteurs, agissant à plusieurs niveaux et pouvant opérer des retournements d'alliance si nécessaire. Cela conduit à des conflits qui se prolongent et qui sont de plus en plus meurtriers pour les populations civiles. La sortie de la crise est donc uniquement politique, même si le militaire peut l'y aider par certains aspects (nécessité de maintenir la pression, pour tenter de prendre l'ascendant un moment donné). Surtout, pour être durable, elle ne peut être imposée de l'extérieur. Elle nécessite explication et analyse, contrairement à la précipitation ou à l'hésitation. Le compromis demeure toujours au cœur de sa résolution. Aux acteurs de faire en sorte qu'il soit gérable, qu'il ait le moins d'effet négatif possible et qu'il contribue à traiter d'une manière ou d'une autre des causes profondes de la crise.